

STOP au RACKET sur les cotisations des travailleurs sans papiers ! STOP aux expulsions !



**Pour la protection
des sans-papiers**

**Rassemblement devant
le consulat d'Algérie**

le mardi 1^{er} mars 2011 à 13h

11, rue d'Argentine - 75016 Paris - Métro : Argentine

Lancée par l'association Droits devant !! en 2008, la campagne « Racket », à laquelle se sont désormais ralliées 42 organisations, a pour but de dénoncer le vol commis par l'État français. En effet, celui-ci encaisse les cotisations sociales, les taxes et les impôts des travailleur(se)s sans papiers sans leur donner les droits et les prestations qui y sont attachés (retraite, allocation chômage, citoyenneté...). Quand ces travailleur(se)s sont expulsé(e)s, ils se retrouvent privés de toute ressource dans leur pays d'origine.

Les consulats, complices du racket

C'est dans ce cadre que, depuis deux ans, nous avons interpellé les consulats de

onze pays. Nous leur avons demandé de ne plus se rendre complice de ce racket et de ne plus délivrer à la police française les laissez-passer provoquant l'expulsion de leurs compatriotes sans-papiers.

Une seule solution : la mobilisation unitaire

Alors que le gouvernement ne cesse de durcir sa politique d'immigration pour récupérer les voix de l'extrême droite, nous nous mobilisons à nouveau pour la protection des sans-papiers.

Le 7 février 2011, nous avons rencontré pour la deuxième fois des représentants du consulat du Sénégal, devant lequel se sont retrouvés des dizaines de sans-papiers sénégalais, algériens, maliens, marocains...

Le 1^{er} mars 2011, nous nous rassemblerons devant le consulat d'Algérie pour :

- ▶ exiger l'arrêt des expulsions
- ▶ dénoncer les difficultés rencontrées par les Algériens à qui le consulat refuse le renouvellement de leur passeport s'ils ne peuvent présenter un récépissé.

**LA LUTTE CONTINUE ET NOUS NE
NOUS ARRÊTERONS PAS AVANT
LA RÉGULARISATION GLOBALE DE
TOUTES ET TOUS LES SANS-PAPIERS !**

**Droits !!
devant !!**

44 rue Montcalm, 75018 PARIS

Métro : Jules Joffrin

Tél : 01 42 58 82 19 ou 28

E-mail : administrateur@droitsdevant.org